

<https://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1519>



Conditions de travail : un spectre hante l'école

- En lutte -



Date de mise en ligne : vendredi 11 octobre 2013

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

De partout remonte un vrai mécontentement, voire un ras-le-bol, sur la dégradation des conditions de travail et d'exercice du métier dans les écoles. Tout d'abord, et ce n'est pas une surprise, rien n'a changé ou presque en terme d'effectifs dans les classes, de nombre de remplaçants, de Rased disponibles... Ensuite le petit caporalisme exacerbé depuis De Robien n'a pas diminué d'intensité, les injonctions d'une hiérarchie formée au management sont omniprésentes, tout comme le flicage notamment sur l'utilisation des 108 heures annualisées. D'autres éléments s'y rajoutent comme les obligations de services illégaux prises à l'encontre de certains remplaçants, l'organisation des « concertations » éducation prioritaire et analyse des programmes 2008 ou encore le « rattrapage » du lundi 2 septembre le mercredi 13 novembre... Enfin, dans la grande majorité des cas, la mise en place bricolée des rythmes renforce cette dégradation des conditions de travail.

Rythmes : la goutte d'eau qui met le feu aux poudres

Les rythmes « cristallisent » le mécontentement dans les écoles : grève historique à Aubervilliers, rassemblements à Toulouse ou à Paris, grèves locales à venir au retour des vacances... Les enseignant-es et les élèves n'y trouvent aucun bénéfice mais, plus grave, en maints endroits, les collègues disent être confrontés à une forme d'empêchement pour « faire école », le périscolaire prenant le pas sur le scolaire. A n'en pas douter, la très grande majorité des écoles, non encore passée aux 4 jours et demi, est très attentive à ces premiers retours et s'apprête à une confrontation rapide avec les projets des municipalités pour 2014.

Sous cette pression, Ayrault a dû lâcher du lest aux élus en prolongeant d'une année le fond d'amorçage, sans pour autant le pérenniser et en leur laissant un peu plus de temps pour rendre leurs projets. Il l'a assorti d'une promesse d'aligner les taux d'encadrement dégradés des 3 heures d'activités périscolaires liées à la réforme, à l'ensemble du temps périscolaire.

Ce « geste » d'Ayrault est particulièrement porteur de sens. Il s'est adressé « à ceux qui comptent », les élus et a ignoré parents et enseignants. Preuve supplémentaire s'il en fallait que le gouvernement est bien dans une logique de territorialisation de la politique éducative.

Construire le rapport de force

Dans ce contexte, les responsabilités du syndicat majoritaire sont grandes pour « catalyser » ce ras-le-bol et le faire déboucher sur des avancées pour les enseignants et les élèves.

La première exigence est bien évidemment la suspension de la réforme des rythmes et une remise à plat complète pour repartir sur de nouvelles bases : pas le statu quo Darcos, ni un bricolage à la sauce Peillon ! Ensuite, les 108 heures doivent intégralement être laissées à libre disposition des équipes enseignantes, et de façon forfaitaire, sans contrôles tatillons insupportables, entérinant ainsi la fin de l'aide personnalisée renommée APC. Une mobilisation d'ampleur des enseignants pourrait aussi permettre d'obtenir une reconnaissance salariale significative et une réelle baisse du temps de travail devant élèves.

Enfin, les 2 355 créations de postes prévues au budget 2014 seront essentiellement « consommées » par la hausse démographique (30 000 élèves supplémentaires attendus) et ne compenseront pas la saignée des années Sarkozy. Aucune amélioration à l'ordre du jour avec ce budget. Là aussi, il faudra se battre.

Le SNUipp-FSU doit donc construire un rapport de force à la hauteur de ces revendications. Les lettres, pétitions, audiences... n'y suffiront pas. Il s'agit de préparer avec la profession une grève nationale pour l'amélioration des conditions de travail après les vacances. Dans un premier temps, il est envisagé une montée nationale de délégations des départements devant le ministère pour interpeller solennellement le ministre. Ensuite, il faudra

Conditions de travail : un spectre hante l'école

s'engager dans un travail syndical de terrain pour rendre cette grève la plus massive possible et obtenir enfin des avancées pour l'école.